

L'ÉPU ET MOI

Mon guide
pour participer à l'EPU



UNE PUBLICATION DE:



UPR Info
Rue de Varembé 3
1202 Genève Suisse
+41 22 321 77 70

info@upr-info.org



Child Rights Connect
Rue de Varembé 1
1202 Genève Suisse
+41 22 552 41 30

secretariat@childrightsconnect.org

UPR Info est une organisation non gouvernementale à but non lucratif. Elle vise à promouvoir les droits humains par le biais de l'Examen Périodique Universel. À cette fin, UPR Info soutient l'engagement de toutes les parties prenantes, telles que les États membres des Nations Unies, les parlementaires, les institutions nationales de droits de l'homme, les organisations de la société civile, les médias et les milieux universitaires, dans le processus d'Examen Périodique Universel.

Child Rights Connect est une organisation indépendante à but non lucratif, fondée en 1983 en tant que groupe ad hoc pour la rédaction de la Convention relative aux droits de l'enfant. Grâce à ses plus de 90 organisations membres, elle a une portée mondiale qui permet aux défenseurs des droits de l'enfant, y compris les enfants, de parler d'une seule voix au niveau mondial.

Auteurs: UPR Info et Annabel Trapp, Consultante en droits de l'enfant

Coordinatrices du projet et développement du contenu:

Emma Grindulis et Laura Sinner

Conception, mise en page et illustrations par [Esther Peces](#)

© 2020 UPR Info, Child Rights Connect

Tous droits réservés. Le contenu de cette publication peut être librement cité, réimprimé, reproduit ou traduit, à condition que la source soit dûment mentionnée.

Les versions officielles de ce guide ont été produites par UPR Info et Child Rights Connect en anglais, français et espagnol.

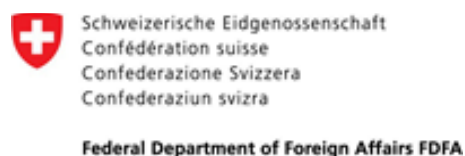
MERCI À TOUS!

Nous tenons à remercier tout particulièrement Laura Sinner d'UPR Info pour avoir créé la première version de ce guide, ainsi que Mona M'Bikay et Ashleigh Shields (UPR Info), Ilaria Paolazzi et Emma Grindulis (Child Rights Connect) pour leur conception du guide et leurs contributions. Merci à Tenar G. Lorente (UPR Info), Cynthia de Meuron et Celia Limpo (Child Rights Connect) pour leur aide dans les consultations des enfants et les traductions.

Un grand merci aux plus de 140 enfants à travers le monde qui ont contribué à l'élaboration et à la mise en forme de ce guide en fournissant de précieuses idées et suggestions lors des consultations des enfants, par le biais d'une enquête en ligne ou de groupes de discussion! UPR Info et Child Rights Connect souhaitent remercier chaleureusement Emma Grindulis pour avoir mis en place et coordonné ce processus, ainsi que les organisations suivantes pour leur soutien indispensable au bon déroulement des consultations (par ordre alphabétique):

Cecodap - Venezuela, Child Led Group Voice 16+ Albania et Save the Children Albania, Le Parlement des Enfants - Côte d'Ivoire, Save the Children Bangladesh, SOS Children's Villages Azerbaijan, Terre des Hommes Suisse, The Office of the Advocate for Children and Young People - New South Wales Australia.

UPR Info et Child Rights Connect expriment également leurs sincères remerciements au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce de l'Irlande, au Ministère des Affaires Etrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) de Suisse, à la Fondation Oak, à SIDA, à Save the Children et à Plan International pour leur soutien à cette publication.



QUE CONTIENT CE GUIDE?

PRÉSENTATION DE TON GUIDE POUR PARTICIPER À L'EPU Page 5

INFORMATIONS IMPORTANTES Page 8

- * C'est quoi les droits humains?
- * C'est quoi l'Organisation des Nations Unies (ONU)?
- * C'est quoi le Conseil des Droits de l'Homme (CDH)?

L'EPU Page 11

- * Qu'est-ce que c'est?
- * Qui est impliqué?
- * Que se passe-t-il à l'EPU?

COMMENT PUIS-JE PARTICIPER Page 15

- * ...Avant l'Examen?
- * ...Pendant l'Examen?
- * ...Après l'Examen?

SOUTIEN SUPPLÉMENTAIRE À TA PARTICIPATION À L'EPU Page 37



Attention! Ce guide utilise quelques exemples de violence contre les enfants aux pages 27-28 et 38-39. Tu n'as pas besoin de les lire s'ils te rendent mal à l'aise ou triste. N'oublie pas de parler à une personne de confiance des sujets qui te bouleversent si tu le souhaites.

PRÉSENTATION DE TON GUIDE POUR PARTICIPER

L'EPU est un mécanisme que l'ONU utilise pour faire progresser les droits humains dans tous les pays du monde. Dans le cadre de l'EPU, la situation générale des droits humains de toutes les personnes vivant dans chaque pays membre de l'ONU est examinée par tous les autres pays! Ainsi, les pays s'engagent à améliorer la situation de chaque enfant et de chaque adulte en matière de droits humains.

C'est une opportunité pour les enfants et les adultes, y compris ceux qui sont plus vulnérables, de participer et de se faire entendre. Comme nous allons le découvrir, les organisations de la société civile – y compris les défenseurs des droits humains et des enfants comme toi – ont un rôle très important à jouer dans l'EPU et sont la clé de son succès!

Ce guide t'aidera à en apprendre plus sur l'EPU et sur la manière dont tu peux y participer pour améliorer la situation des droits humains dans ton pays. Il a été développé pour tous les enfants âgés de 12 à 17 ans. Il peut également être utilisé par toute autre personne qui souhaite participer à l'EPU, y compris les enfants plus jeunes. Un grand merci aux 142 enfants et jeunes d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Europe, d'Asie, d'Amérique centrale et du Pacifique qui ont participé à son développement!

“Expliquer le processus de l'EPU permet d'informer un groupe plus large d'enfants sur ce processus important et sur la manière dont il pourrait avoir un impact direct pour rendre leur vie meilleure”

Garçon de 15-17 ans,
Albanie

ABRÉVIATIONS

OSC Organisation(s) de la société civile

CDH Conseil des droits de l'homme

ONG Organisation(s) non gouvernementale(s)

INDH Institution(s) nationale(s) des droits de l'homme

HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

S.M.A.R.T. Spécifique, Mesurable, Adéquate, Réaliste, Temporellement définie

EPU Examen Périodique Universel

ONU Organisation des Nations Unies

CDE Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant





QUELQUES MOTS À SAVOIR...

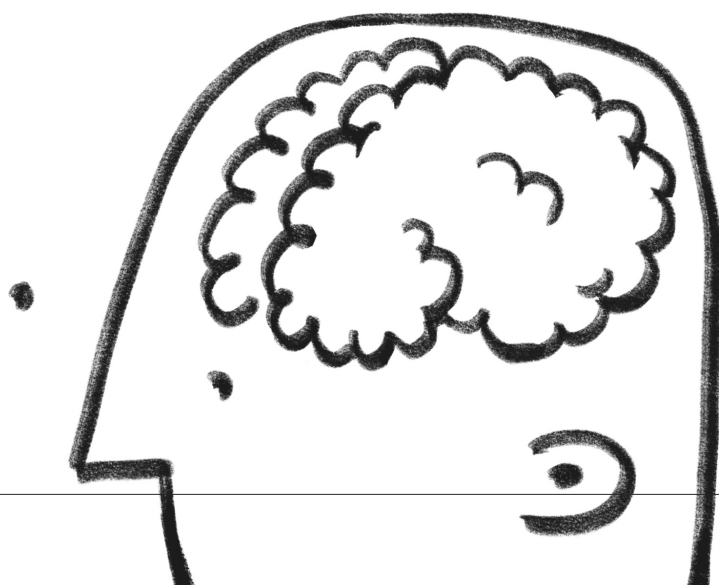
Plaidoyer: parler aux gens d'un sujet qui est important pour toi et les persuader d'agir pour amener un changement positif. Il peut s'agir d'adopter une loi pour mettre fin au mariage des enfants ou de dépenser de l'argent pour construire une école.

Consultation: demander l'avis d'autres personnes sur des problèmes qu'elles connaissent ou qu'elles ont vécus.

Mise en œuvre: mettre en pratique un plan ou un engagement. Par exemple, pour mettre en œuvre une recommandation demandant de rendre les écoles plus accessibles aux enfants qui utilisent des fauteuils roulants, les personnes en charge dans le gouvernement devront organiser des travaux de construction dans plusieurs écoles du pays.

Activités de pression ou lobbying: persuader un responsable politique (par exemple une personne travaillant dans le gouvernement) de changer ou de mener des actions, de mettre en place les politiques ou les décisions nécessaires pour améliorer la vie des gens.

Suivi: suivre et enregistrer l'évolution de quelque chose pour voir si c'est une réussite ou un échec, ou pour vérifier si une action est menée correctement.



INFORMATIONS IMPORTANTES

C'est quoi les droits humains?

Les droits humains sont des choses que tu es autorisé à être, à faire ou à avoir simplement parce que tu es un être humain. Tout le monde a le droit à la vie, le droit à la nourriture et au logement, le droit au travail, le droit à l'éducation et le droit à la liberté d'expression. Tu peux lire **ici** la liste complète des droits et des libertés fondamentales que chaque personne a.

Les droits humains...

- ... appartiennent à tous, peu importe qui tu es ou où tu te trouves dans le monde.
- ... ne peuvent être retirés à personne, à aucun moment.
- ... ont tous la même importance.
- ... sont une responsabilité que nous partageons tous ; celle de nous respecter les uns les autres, de nous aider les uns les autres et de protéger ceux qui sont dans le besoin.



Certains groupes de personnes ont besoin d'une protection supplémentaire en raison de leur identité ou de la situation dans laquelle ils se trouvent. Ces personnes ont des droits supplémentaires, qui sont inscrits dans des documents de l'ONU appelés instruments relatifs aux droits humains. Par exemple, il existe des droits supplémentaires pour les personnes handicapées, les femmes et les enfants.

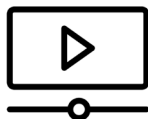
Les enfants ont des droits supplémentaires en raison de la protection et des soins spéciaux dont ils ont besoin depuis leur naissance jusqu'à ce qu'ils deviennent adultes à l'âge de 18 ans. Les droits des enfants sont écrits dans **la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant** (CDE).

Malheureusement, les enfants et les adultes ne sont pas toujours en mesure de faire valoir leurs droits, et ce, même si de nombreuses lois sont en place pour les protéger. Par exemple, tous les jours, des enfants du monde entier sont touchés par la violence, ne peuvent pas aller à l'école, ne peuvent pas recevoir les traitements médicaux dont ils ont besoin ou n'ont pas le droit de parler de ce qui est important pour eux. Beaucoup d'autres sont traités de manière injuste, ou subissent des discriminations, chaque jour, simplement en raison de ce qu'ils sont. Par exemple, dans de nombreuses régions du monde, les filles ne sont pas autorisées à aller à l'école simplement parce qu'elles sont des filles.



N'oublie pas de t'informer sur les inégalités et de dénoncer les pratiques qui font obstacle à l'égalité pour tous! Il est aussi très important de prendre en compte l'égalité des genres dans toutes tes discussions, réflexions et actions.

Les gouvernements ont la plus grande responsabilité et doivent faire en sorte que chacun, y compris les enfants, puisse profiter de tous leurs droits. En cas de violations des droits humains, c'est le travail du gouvernement d'apporter des changements positifs afin que la situation s'améliore pour tout le monde.



Regarde ces courtes vidéos pour en savoir plus sur:

Les droits humains et les droits de l'enfant

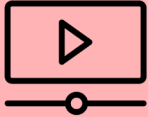
[Clique ici](#)

[Clique ici](#)

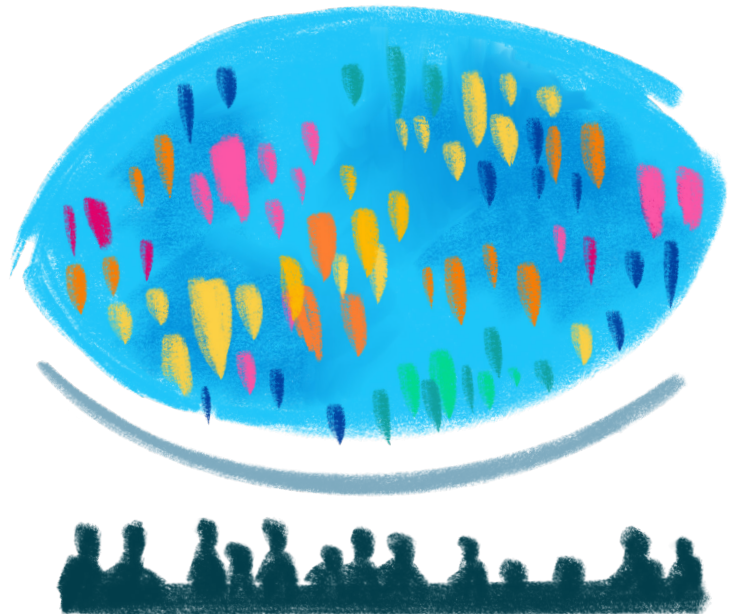
[Clique ici](#)

C'est quoi l'Organisation des Nations Unies?

L'ONU est une organisation internationale qui a été créée en 1945. Elle est actuellement composée de 193 pays (également appelés pays membres de l'ONU) qui travaillent ensemble pour améliorer le monde pour tous. La protection des droits humains est l'une de ses principales responsabilités.

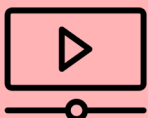


Regarde **cette vidéo** pour en savoir plus sur l'ONU.



C'est quoi le Conseil des droits de l'homme (CDH)?

Le Conseil des droits de l'homme est un groupe de 47 pays responsables de la promotion et de la protection de tous les droits humains. Il se réunit pour discuter de comment répondre aux violations des droits humains dans le monde, y compris les situations d'urgence.



Regarde **cette vidéo** en anglais pour en savoir plus sur le CDH.

L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU)

Qu'est-ce que c'est?

L'EPU est le processus que le Conseil des droits de l'homme utilise pour surveiller et améliorer la situation des droits humains dans tous les pays du monde. Cela inclut les droits de l'enfant.

UNIVERSEL

Parce que tous les pays sont impliqués et qu'on peut parler de tous les droits humains

L'EPU est...

un EXAMEN

Parce que 42 pays sont examinés chaque année

PÉRIODIQUE

Parce que chaque pays est examiné tous les 4 ans et demi



Les réunions de l'EPU ont lieu chaque année à Genève, en Suisse, en janvier, mai et octobre.

Qui est impliqué?

Les États ou pays: Le pays dont la situation des droits de l'homme est examinée lors de l'EPU est appelé "État examiné". Les autres États font des recommandations sur la manière d'améliorer la situation des droits humains dans l'État examiné - on les appelle les "États examineurs".

La société civile: la société civile représente les différents intérêts des gens, pas nécessairement ceux du gouvernement. Elle inclut les organisations de la société civile (OSC) et les organisations non gouvernementales (ONG), qui aident les gens à s'exprimer sur des sujets qui sont importants pour eux. La société civile joue un rôle central dans le processus de l'EPU. Elle donne des informations indépendantes sur l'État examiné, elle sensibilise et dit quels sont les problèmes relatifs aux droits humains et surveille les progrès réalisés par l'État pour améliorer la situation des droits humains dans le pays.

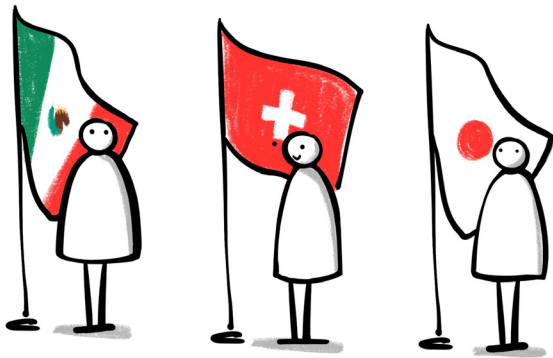
Les enfants, les organisations et les groupes d'enfants sont une partie très importante de la société civile. Non seulement tu as le droit de t'exprimer sur les questions qui te préoccupent, mais tu peux aussi changer de manière positive les décisions prises dans ton pays et améliorer la vie de milliers d'autres enfants (et adultes). Tu peux le faire avec ou sans les adultes. Parfois, tu voudras prendre part à des discussions avec des adultes et d'autres fois, tu préféreras discuter de tes problèmes avec d'autres enfants dans un groupe ou une organisation d'enfants.



Par exemple, en 2020, un groupe d'organisations travaillant sur les droits des enfants appelé Consortium Nepal a organisé des discussions avec des enfants dans différentes régions du Népal, pour en apprendre plus sur l'EPU et pour aider les enfants à discuter des sujets et des questions qui sont importants pour eux. Ils ont fait cela de différentes manières, notamment avec des poèmes, des chansons, des pièces de théâtre, des histoires, des lettres, des quiz et des images! Ils ont ensuite organisé une consultation nationale dans la capitale du Népal, Katmandou, où les enfants ont partagé les principaux sujets et questions dont ils ont discuté. Un groupe d'enfants s'est ensuite porté volontaire pour écrire les résultats et créer un rapport qui a été soumis à l'EPU.

Institutions nationales de droits humains (INDH): une INDH (parfois appelée Commission nationale des droits humains, Conseil ou Bureau du médiateur) est un groupe indépendant chargé de protéger, de surveiller et de promouvoir les droits humains dans un pays. Pas tous les pays ont une INDH. Certains pays ont un Commissaire national à l'enfance chargé de la protection des droits de l'enfant.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) : le HCDH est l'agence de l'ONU chargée de promouvoir et de protéger tous les droits humains. C'est le HCDH qui organise l'EPU.



Diplomates: Les diplomates (parfois appelés missions permanentes, ambassades ou représentants du gouvernement ou de l'État) sont des personnes qui représentent leur pays dans d'autres pays. Ils peuvent jouer un rôle important en influençant les décisions prises dans ton pays également! Les diplomates de Genève représentent leur pays aux réunions des Nations unies à Genève, y compris lors de l'EPU.

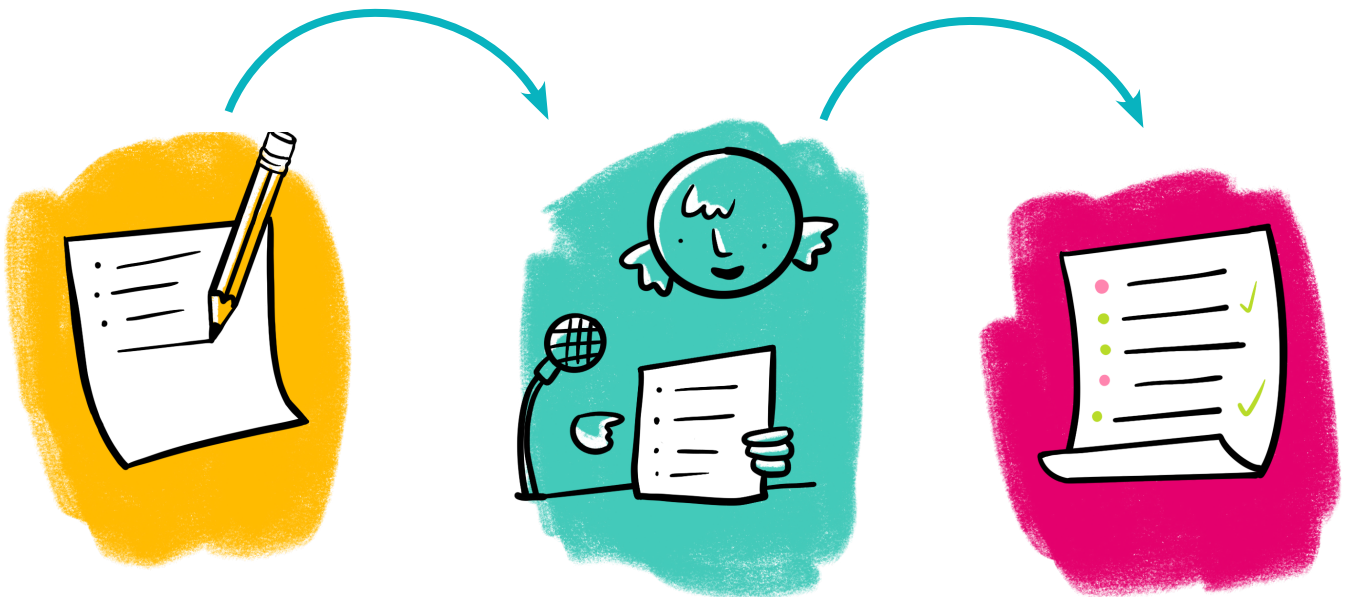
Missions permanentes: les missions permanentes sont un groupe de personnes qui représentent leur pays à l'ONU. Elles peuvent jouer un rôle important en influençant les décisions prises dans ton pays.

Partie prenante: une partie prenante est une personne ou une organisation qui est impliquée dans un projet ou un processus comme l'EPU. Tu es une partie prenante!

Que se passe-t-il à l'EPU?

Tous les 4 ans et demi, chaque État donne des informations aux autres États sur la situation des droits humains dans son pays. Lors d'une réunion appelée « examen », un groupe d'États (les États examinateurs) étudie les informations sur les droits humains dans l'État examiné, en tenant compte des informations fournies par l'État lui-même, ainsi que des informations communiquées par la société civile. Les États examinateurs font ensuite des recommandations à l'État examiné pour qu'il améliore les droits humains de toute sa population.

Le processus de l'EPU se déroule en trois étapes clés:



Avant l'examen

Rapport sur la mise en œuvre et préparation à l'examen

L'examen

Les informations sur l'État examiné sont discutées à Genève et un rapport est adopté




Après l'examen


Les recommandations sont mises en œuvre

Quand aura lieu le prochain EPU de ton pays? Où en est-il actuellement au niveau du cycle EPU? Découvre-le en cherchant ton pays sur le [site Internet d'UPR Info!](#)

COMMENT PUIS-JE PARTICIPER À L'EPU DE MON PAYS?

À chaque étape de l'EPU, les enfants (et les adultes) peuvent contribuer à améliorer la situation des droits humains dans leur pays en menant les actions suivantes:

-  Rendre compte et sensibiliser sur la situation des droits humains au sein de leur communauté, et faire des recommandations pour améliorer cette situation.
-  Suivre les changements positifs (ou négatifs) en matière de droits humains.
-  Organiser ou participer à des événements qui peuvent contribuer à améliorer la situation des droits humains.

 N'oublie pas! C'est ton droit d'être entendu et d'influencer toutes les décisions qui te concernent!



Dans **cette vidéo**, des enfants albanais expliquent pourquoi tu devrais participer à l'EPU.

Voyons ce qui se passe à chaque étape du processus de l'EPU et comment tu peux y participer...

Comment puis-je participer avant l'examen?



Toi (et d'autres parties prenantes) avez un rôle très important à jouer avant l'examen d'un pays dans le cadre de l'EPU pour informer les autres de tout changement positif ou négatif dans le domaine des droits humains dans ton pays! C'est le moment où les autres États ont besoin d'informations précises pour savoir ce qui se passe dans l'État examiné. Ces informations les aideront à faire des recommandations claires à l'État examiné sur ce qu'il doit faire pour améliorer sa situation en matière de droits humains.

Voyons plus en détail comment tu peux participer!

Comment puis-je participer 1 an avant l'examen?



Discute de la situation des droits humains dans ton pays avec d'autres enfants, des jeunes et des adultes, en écoutant quels sont les problèmes relatifs aux droits humains qui les préoccupent le plus.

Choisis une problématique liée aux droits humains sur laquelle tu souhaites te concentrer et commence à noter ce que les gens t'ont dit à ce sujet.



Participe à des réunions avec des enfants et des adultes dans ta communauté, ta région ou au niveau national pour être sûr que ton point de vue soit entendu. Il peut s'agir de réunions organisées par ton gouvernement ou de réunions que tout le monde peut organiser (y compris les enfants!). Ces réunions peuvent être organisées en personne ou en ligne!



Sensibilise les gens à ta problématique en organisant ou en rejoignant une campagne pour promouvoir l'EPU et informer le grand public et les médias de la problématique sur laquelle tu as choisi de t'exprimer.

Y a-t-il des problèmes concernant les enfants (ou les adultes) dans ton pays que tu aimerais changer?

À qui d'autre aimerais-tu parler de ces problèmes pour en savoir plus?



N'oublie pas de parler aux enfants qui habituellement, ne participent pas à la prise de décisions qui les concernent, comme par exemple, les enfants vivant dans des régions éloignées des grandes villes ou des enfants qui souffrent d'un handicap.

Comment puis-je participer 6 à 10 mois avant l'examen?

→ Utilise les notes que tu as prises lors de tes consultations et discussions avec d'autres personnes, pour rédiger un rapport "alternatif". Tu peux contribuer à l'écriture d'un rapport qui est en train d'être développé avec des adultes ou tu peux rédiger ton propre rapport avec d'autres enfants.

Si tu travailles avec une organisation de la société civile, alors ton organisation ne pourra soumettre qu'un seul rapport. Mais toi et ton organisation pouvez contribuer à autant de rapports conjoints avec d'autres organisations que vous le voulez.

→ Ce rapport devrait toujours inclure les éléments suivants:

- Des informations sur comment ta thématique de droit humain s'est améliorée depuis le dernier examen de l'EPU (ou comment elle a empiré).
- Les nouvelles problématiques qui te préoccupent.
- Des recommandations pour améliorer la situation ; les États examinateurs peuvent utiliser tes recommandations (voir ci-après les conseils sur comment rédiger des recommandations)!

Pour savoir quand est-ce que les organisations de la société civile doivent envoyer leurs rapports pour l'EPU de ton pays, recherche ton pays sur **la page Internet du HCDH** consacrée à l'EPU, 8 à 10 mois avant l'examen.

Une fois satisfait/e de ton rapport, tu peux le télécharger sur la plateforme en ligne du HCDH. UPR Info peut t'aider à le faire.



Conseil: Essaie d'écrire un rapport court et direct! Si tu envoies un rapport individuel (seulement une organisation), tu peux utiliser jusqu'à 2 815 mots pour présenter tes problématiques. Si tu écris un rapport avec plusieurs organisations, alors tu peux utiliser jusqu'à 5 630 mots.



RECOMMANDATIONS DE L'EPU

Pour participer à l'EPU, il faut que tu présentes des recommandations claires que ton gouvernement pourrait utiliser pour améliorer la situation des droits humains dans ton pays. Les recommandations sont vraiment importantes, car les États les utilisent dans leurs discussions avec d'autres États. Avant d'aller plus loin, examinons plus en détail les recommandations de l'EPU...

L'expérience a montré que:

- Un État ne peut pas mettre en œuvre des recommandations qui ne sont pas claires ou qu'il ne comprend pas
- Une recommandation précise permet d'expliquer clairement ce que l'État doit faire
- C'est plus facile de suivre la mise en œuvre des recommandations qui sont spécifiques

Chaque recommandation ne doit aborder qu'une seule problématique à la fois et doit contenir une seule action spécifique que l'État devrait mener. Pour rédiger des recommandations précises et efficaces, vérifie qu'elles sont Spécifiques, Mesurables, Adéquates, Réalistes, et Temporellement définies ou SMART. SMART signifie «intelligent» en anglais. Donc, si tu utilises la formule SMART, tu écriras des recommandations intelligentes. Cette technique SMART permet d'identifier clairement la problématique liée aux droits humains et de recommander ce que l'État devrait faire pour résoudre le problème.

Pose-toi les questions suivantes pour t'aider à faire des recommandations SMART:

S

Spécifique: Est-ce que ta recommandation se réfère-t-elle à un droit humain spécifique et prévoit-elle une action spécifique?

M

Mesurable: Une recommandation mesurable est une recommandation qui peut être évaluée. Peut-on mesurer les progrès dans la mise en œuvre de ta recommandation?

A

Adéquate: Si elle est mise en œuvre, est-ce que ta recommandation améliorera la situation des droits humains dans ton pays?

R

Réaliste: L'État a-t-il tout ce dont il a besoin pour mettre en œuvre ta recommandation d'ici 4 ans et demi?

T

Temporellement définie: Est-ce que ta recommandation indique à quel moment tu espères qu'elle sera mise en œuvre par ton pays? Toutes les recommandations doivent être mises en œuvre avant l'examen suivant 4 ans et demi plus tard, mais des délais plus courts peuvent être proposés.

Si tu as répondu **OUI** à toutes ces questions, tu as écrit une recommandation **SMART** ou intelligente.

Voici quelques exemples de recommandations de l'EPU:



Une recommandation du Chili à Bahreïn:
"Adopte une politique nationale sur les enfants avec un handicap."



Une recommandation de la Hongrie au Tchad:
"Utilise au moins 25% du budget national pour l'éducation et élimine tous les frais discrétionnaires afin d'assurer une éducation de base gratuite pour tous les enfants."



Selon toi, les recommandations ci-dessus sont-elles SMART ou intelligentes? Pourquoi?

Ecris une recommandation que tu aimerais faire à ton pays:

Comment puis-je participer 2 à 4 mois avant l'examen?

C'est maintenant le moment de parler à tout le monde de ta problématique, y compris des recommandations que tu voudrais faire à ton pays. Tu peux le faire en écrivant ou en parlant à des personnes, y compris des diplomates étrangers travaillant dans ton pays ou aux Nations Unies à Genève.

- Prépare un résumé de ton rapport ou de ta problématique dans une fiche d'information.
- Contacte les diplomates présents dans ton pays qui s'occupent de la problématique qui t'intéresse. Tu peux les contacter par courrier électronique ou par téléphone via l'ambassade de ce pays. N'oublie pas de leur envoyer une copie de tes fiches d'information; cela les aidera à parler de ta problématique et à utiliser tes recommandations lors de l'EPU de ton pays!



À la page suivante, tu trouveras plus de détails sur les fiches d'information.

Découvre quels pays ont fait des recommandations sur ta problématique en cliquant sur **ce lien** et en écrivant le thème de droits humains qui t'intéresse dans la barre de recherche.

Clique sur **ce lien** pour trouver les ambassades qu'il y a dans ton pays, y compris leurs coordonnées de contact.

- Si c'est possible et si tu as la permission et le soutien d'adultes, rends visite à ces ambassades pour convaincre les États examinateurs d'aborder les questions qui te préoccupent lorsqu'ils vont parler à ton pays au moment de l'examen de ton pays.
- Contacte aussi les diplomates de Genève (les missions permanentes auprès de l'ONU) au moins 3 mois avant l'examen de ton pays pour les convaincre d'utiliser tes recommandations!



Conseil! Tu trouveras **ici** une liste des diplomates qui sont basés à l'ONU à Genève.

→ Parle directement aux diplomates qui sont dans ton pays des problèmes de droits humains qui te préoccupent lors de la pré-session nationale.

Nous allons bientôt en savoir plus sur ce qu'est une pré-session et sur ce que tu peux y faire!

Connais-tu des diplomates qui sont dans ton pays? Quelles sont les thématiques qui les intéressent?

FICHES D'INFORMATION

Une fiche d'information présente des informations importantes. Les diplomates n'ont pas beaucoup de temps, mais ils peuvent lire une fiche d'information très rapidement pour connaître tes messages urgents. On espère que ta fiche d'information va réussir à convaincre les diplomates de parler de ta problématique et d'utiliser tes recommandations lors de l'examen de ton pays. Les fiches d'information sont indispensables pour ton plaidoyer! Ta fiche d'information doit clairement inclure:

1. un résumé de comment les problématiques qui te préoccupent ont été abordées lors du dernier EPU de ton pays
2. les progrès réalisés par ton pays sur tes problématiques
3. les difficultés qu'il reste à surmonter et les conséquences sur la vie et les droits des gens
4. tes recommandations pour régler les problèmes dont tu as parlé.

À la fin de ce guide, tu trouveras:

- Un modèle pour écrire une simple fiche d'information
- Un exemple de fiche d'information écrite par le Collectif de la société civile au Sri Lanka pour le 3e cycle de l'EPU, qui parle de la situation des droits de l'enfant dans ce pays



Conseil: Imprime suffisamment d'exemplaires de ta fiche d'information pour l'utiliser comme outil de plaidoyer que tu peux distribuer aux diplomates de ton pays ou de Genève! Tu peux aussi partager ta fiche d'information par courriel si tu ne peux pas rencontrer le diplomate en personne.

Qu'est-ce qu'une pré-session nationale?

Lors de ces réunions, jusqu'à 12 représentants d'organisations de la société civile parlent aux représentants des ambassades basées dans ton pays. Les représentants de la société civile présentent les progrès réalisés depuis le dernier EPU et les défis qui restent à relever sur une thématique spécifique comme les droits de l'enfant par exemple. Ils proposent aussi des recommandations qui devraient être faites à leur pays en vue d'améliorer la situation des droits humains dans le pays. Ces réunions ont lieu dans la capitale du pays, et ce, deux mois avant l'examen.

Les réunions de pré-session sont des occasions très importantes pour les représentants de la société civile, y compris toi, de parler directement aux États examinateurs au sujet de la situation des droits humains dans ton pays et de suggérer des recommandations que les États examinateurs peuvent faire à ton pays lors de l'examen.

À la page suivante, tu trouveras des informations sur comment participer aux pré-sessions qui sont organisées à Genève.

"Je veux que plus d'enfants participent à l'EPU, comme une «Assemblée mondiale des enfants». Cela permettra à chacun de dire ce qui se passe dans son pays et de partager ses expériences pour que plus de personnes soient au courant".

Fille de 12-14 ans, Côte d'Ivoire

Comment puis-je participer 1 mois avant l'examen?

Participe à la pré-session sur ton pays à Genève!

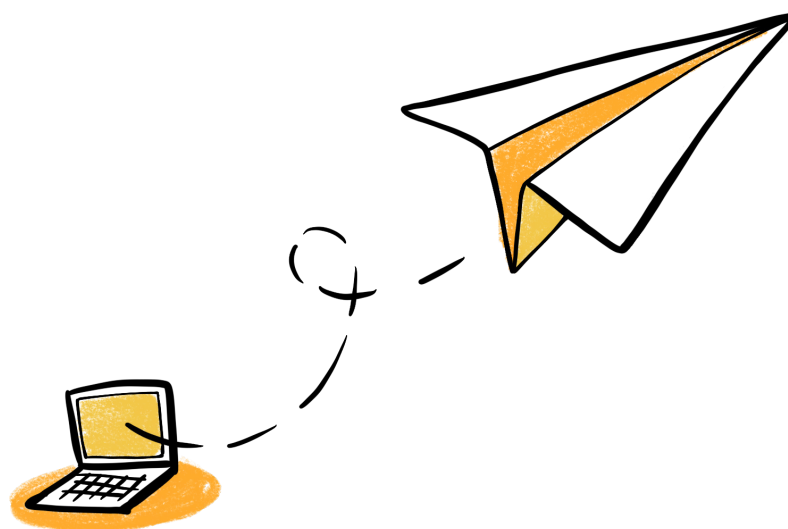
Qu'est-ce qu'une pré-session à Genève?

Une pré-session à Genève est similaire à une réunion de pré-session dans le pays, mais il n'y a cette fois-ci que 6 représentants de la société civile qui peuvent parler et elle se déroule à Genève, en Suisse! Ces réunions sont organisées par UPR Info.

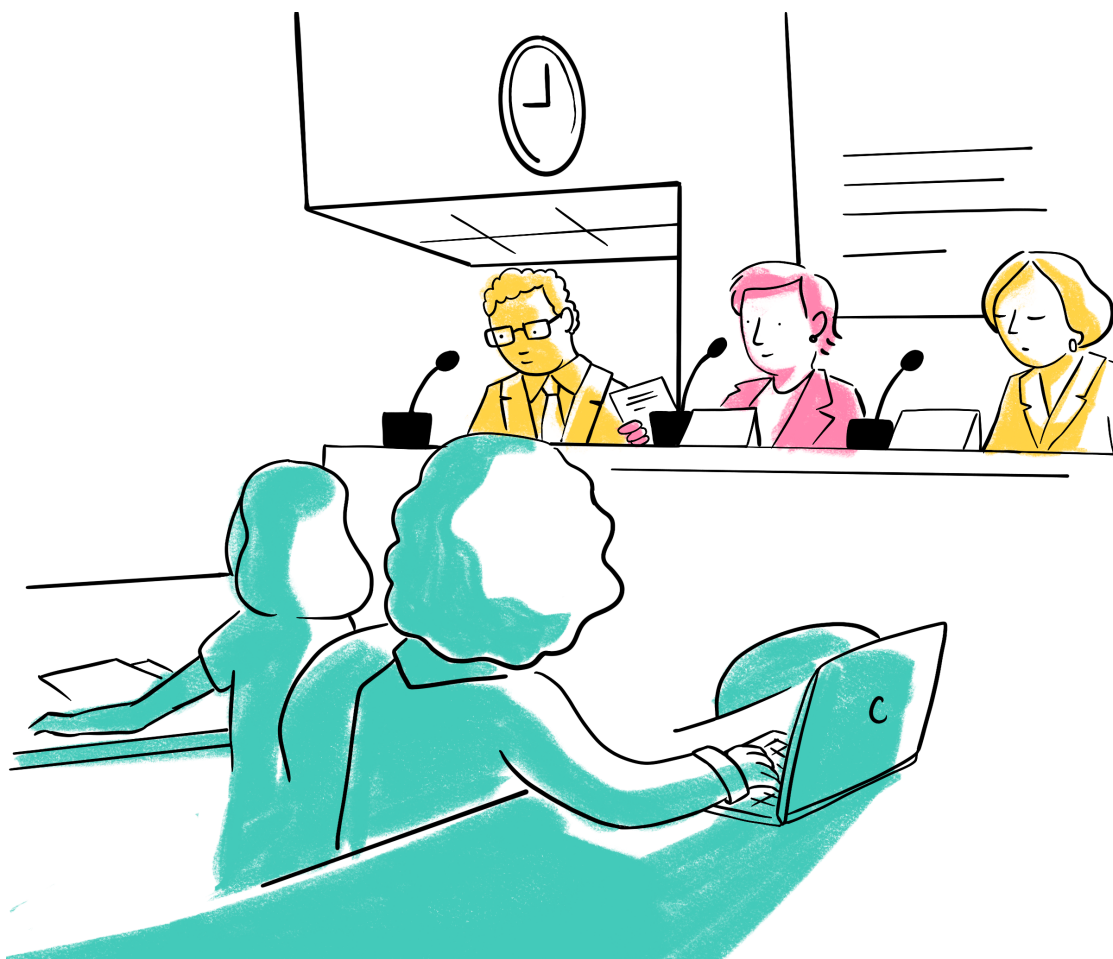
Sans bouger de chez toi, tu peux demander à participer à la pré-session de Genève sur ton pays en t'inscrivant pour parler à la pré-session sur le site internet d'UPR Info. Après l'inscription, tu devras être autorisé à voyager jusqu'à Genève pour pouvoir participer à la pré-session. Si la pré-session est organisée en ligne, tu pourras y participer depuis ton propre pays grâce à un lien vidéo qui te sera envoyé! Pour en savoir plus, va sur le site d'UPR Info.

Comment s'inscrire pour participer à une pré-session à Genève?

Pour participer à cette importante réunion (à distance ou en personne), tu dois envoyer une demande en ligne à UPR Info qui sélectionne les personnes qui pourront parler à la pré-session. Si tu es choisi, tu rejoindras d'autres personnes travaillant dans des organisations nationales et internationales de la société civile, ainsi que dans des institutions nationales des droits de l'homme, qui expliqueront la situation des droits humains dans ton pays aux diplomates de Genève basés à l'ONU. Toi et les autres participants allez aussi proposer des recommandations que les diplomates de Genève pourront utiliser lors de l'examen de l'EPU de ton pays.



Voici ce qui se passe lors de la pré-session à Genève:



“Chaque pré-session est spécifique à un pays et dure 1 heure.”

Les intervenants

Les organisations de la société civile qui parlent pendant la pré-session s'appellent des intervenants. Il y a 5 à 6 intervenants par pré-session. Chaque intervenant a droit à 5 à 7 minutes pour faire sa présentation.

Le modérateur ou la modératrice

Le modérateur est celui qui organise la pré-session et qui dit quand chaque personne peut parler. Le modérateur présente le bilan de l'EPU des États examinés et donne la parole aux intervenants de la société civile.

Le public

Les pré-sessions sont ouvertes à tous. Mais les personnes du public les plus importantes sont les diplomates des États qui feront ensuite des recommandations à ton pays lors de l'examen de l'EPU. À la fin des présentations des organisations de la société civile, les diplomates peuvent poser leurs questions aux OSC qui ont parlé.

...Tu peux participer à la pré-session en

- donnant des informations clés sur la situation des droits humains dans ton pays
- présentant des exemples de recommandations que les États peuvent faire à ton pays lors de l'EPU

...Comment tu peux te préparer pour la pré-session:

- Participe à une session de formation gratuite en ligne donnée par UPR Info. Cette formation t'aidera à en savoir plus sur la pré-session et sur les compétences dont tu auras besoin pour persuader les diplomates d'utiliser tes recommandations lors de l'examen de l'EPU de ton pays.
- Contacte UPR Info pour connaître les dates de la prochaine formation, et pour toute autre question sur l'EPU. Tu trouveras leurs coordonnées à la page 37. Prépare une présentation visuelle de 5 à 7 minutes que tu pourras présenter durant la pré-session.

...La déclaration devrait inclure les choses suivantes:

1. Des informations sur ton organisation (ou le groupe d'organisations) que tu représentes, y compris si ton organisation a joué un rôle actif dans:
 - le processus de l'EPU
 - d'autres mécanismes de protection des droits humains (le Comité des droits de l'enfant, par exemple), ou
 - toute consultation nationale organisée par ton pays
2. Une courte introduction expliquant le nombre de problématiques dont tu vas parler et dans quel ordre
3. Tes problématiques prioritaires! Nous te conseillons de suivre les 3 étapes suivantes pour chacune des problématiques choisies:

Étape 1

Utilise la base de données d'UPR Info pour trouver toutes les recommandations que ton pays a reçues sur la thématique que tu as choisie. Vérifie bien que tu as toutes ces recommandations liées à ta thématique et n'oublie pas d'écrire quels pays ont fait ces recommandations!

Exemple: Au deuxième cycle de l'EPU de l'Albanie, l'État a reçu 57 recommandations sur les droits de l'enfant, dont 34 parlaient de la violence contre les enfants et de la traite des enfants. Des pays de toutes les régions du monde ont fait des recommandations sur les droits de l'enfant à l'Albanie.

Étape 2

Décris comment la situation liée à ta problématique a évolué dans ton pays depuis le dernier examen. Qu'est-ce qui a été fait récemment par ton pays pour améliorer la situation et qu'est-ce qu'il reste encore à faire? Est-ce qu'il y a eu une évolution de la situation depuis le dernier examen?

Exemple: La plus grande étude sur la violence contre les enfants en Albanie (2013) a révélé que:

- 69% des enfants étaient victimes de violences psychologiques
- 59% de violences physiques
- 11% d'abus sexuels

Le manque de mesures de protection sur Internet expose les enfants et les jeunes aux moqueries, à la violence, à la haine et à l'exploitation. Plus de 200 cas de maltraitance d'enfants en ligne ont été signalés entre 2016 et 2018.

Il y a un manque important de données sur le trafic des enfants. Les rapports estiment que plus de 5 000 enfants ont été victimes de trafic. Les enfants sont victimes de trafic sexuel et de travail forcé à l'intérieur du pays, en particulier pendant la saison touristique. Bien que la violence contre les enfants et le trafic des enfants constituent des infractions pénales, peu de poursuites judiciaires ont été engagées pour dénoncer les auteurs et fournir des recours aux enfants.

Source: Déclaration du Centre des droits humains des enfants d'Albanie lors de la pré-session de l'Albanie en 2019.

Étape 3

Propose 2 ou 3 recommandations spécifiques et 2 ou 3 questions que tu aimerais que les États examinateurs formulent à ton pays. Quelles recommandations voudrais-je faire à mon pays? Quelles questions voudrais-je poser?

Exemple:

1. Prendre des mesures juridiques pour dénoncer les auteurs de violences contre les enfants et de trafic d'enfants.
2. Offrir des recours aux enfants victimes de violence et/ou de trafic.
3. Élaborer un Plan d'action national pour l'élimination de la violence à l'école.



Conseil: Fais en sorte que ta présentation soit courte, claire, précise et captivante afin que les diplomates présents à la réunion puissent se souvenir de tes recommandations importantes. Tu n'auras que 5 minutes pour les convaincre!



Conseil: Entraîne-toi pour être sûr/e que ta présentation ne dure pas plus de 5 minutes. N'oublie pas de parler clairement afin que tous les participants à la réunion puissent t'entendre! C'est le moment de faire des modifications de dernière minute à ce que tu veux dire.



Qu'est-ce que tu peux faire pendant la pré-session?

Lors de la pré-session, le modérateur demandera aux intervenants – dont toi – de faire leur présentation. Une fois que tout le monde a fini de présenter, les diplomates de Genève pourront te poser des questions concernant la problématique dont tu as parlé.



Conseil: Essaie de réfléchir à l'avance à certaines questions qui pourraient être posées à propos de ton sujet et prépare de courtes réponses que tu pourrais utiliser. Par exemple, prépare un petit résumé qui explique les derniers changements concernant chacune des recommandations que les États ont faites à ton pays concernant ton sujet.

Et qu'est-ce que je fais si je ne connais pas la réponse à une question?

Ne t'inquiète pas! Explique que tu as besoin de faire un peu de recherche avant de répondre et demande si tu peux les contacter plus tard pour leur donner ta réponse. Tu peux aussi choisir de ne pas répondre à une question si tu n'en as pas envie, ou tu peux demander au modérateur de répéter la question si elle n'était pas claire. Le modérateur est avec toi et là pour t'aider!

S'il reste assez de temps à la fin de la réunion, tu pourras peut-être faire une très courte déclaration finale sur ton sujet de droits humains. Cette déclaration pourrait inclure:

- Un résumé de la situation concernant ta problématique, en mentionnant de nouveau une recommandation que tu as faite pour améliorer la situation.
- Un rappel de l'importance de la participation et de l'implication des enfants dans le processus de l'EPU.
- Une courte explication de tes attentes concernant l'EPU de ton pays et de ce qui doit être traité d'urgence.

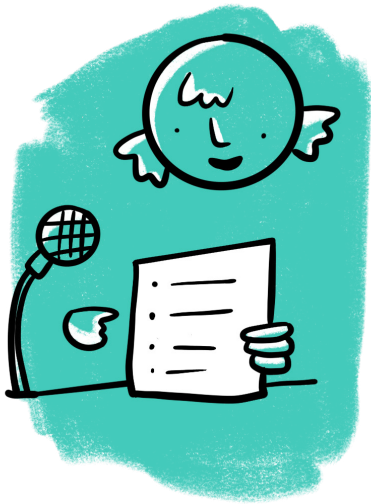


Conseil: Prépare une déclaration finale à l'avance, au cas où il y a du temps lors de la pré-session pour la dire. C'est ta dernière chance de convaincre les États de donner la priorité à ta problématique et d'utiliser tes recommandations lors de l'examen de ton pays.



Comment puis-je participer pendant l'examen?

Toutes les recommandations formulées par les États examinateurs sont présentées à l'État examiné un mois après la pré-session, et ce, lors d'une réunion spéciale que l'on appelle l'examen. Pendant cette réunion importante de trois heures et demie, les États discutent de la situation des droits humains dans le pays et des problèmes auxquels celui-ci devrait accorder la priorité au cours des 4 années et demie à venir. La réunion se déroule à Genève.



Voici ce qui se passe...

30 MIN

L'État examiné explique les progrès qu'il a réalisés en matière de droits humains depuis le dernier examen.

140 MIN

Pendant ces 140 minutes de discussion, les États recommandent à l'État examiné de prendre des mesures pour améliorer la situation des droits humains dans son pays et posent des questions. C'est à ce moment-là que les États font des recommandations à l'État examiné.

30 MIN

L'État examiné répond aux questions des États examinateurs sur la situation des droits humains dans son pays et parle de certains thèmes abordés par les États examinateurs pendant la discussion.

10 MIN

L'État examiné fait des commentaires de conclusion.

3 1/2 HEURES

Les informations qui décrivent la situation des droits humains dans l'État examiné sont regroupées dans 3 documents principaux. Chaque document donne un point de vue différent sur la situation des droits humains dans le pays:



Le rapport national

Le rapport national écrit par l'État examiné à la suite de vastes consultations nationales.

La compilation des informations des Nations Unies

Elle contient des informations des Organes de traités, des Procédures spéciales et des Agences des Nations Unies dans ton pays.

Le résumé des contributions des autres parties prenantes

C'est un résumé des rapports rédigés par les institutions nationales de droit humain et les organisations de la société civile.



Documents pour l'examen de la situation des droits humains

Les États examinateurs utilisent ces documents pour se renseigner sur la situation des droits humains dans l'État examiné et pour préparer leurs commentaires, questions et recommandations à faire à l'État examiné.

Recommandation A

Si un État **accepte** une recommandation, il fait une promesse devant tous les États membres de l'ONU de mettre en œuvre la recommandation avant le prochain examen de l'EPU.



L'État examiné peut décider **d'accepter** ou de **noter** une recommandation reçue lors de la session de l'EPU. Un État ne peut pas «refuser» une recommandation.

Recommandation B

Si un État **note** une recommandation, cela signifie que l'État estime qu'il ne pourra pas la mettre en œuvre, ou qu'il pourra la mettre en œuvre qu'en partie, avant le prochain examen de l'EPU. Mais il pensera à répondre à cette importante question.



Comment puis-je participer à l'examen?

Seuls les représentants des États (examiné ou examinateurs) peuvent prendre la parole lors de cette réunion. Mais, tu peux quand même faire les choses suivantes:

Assister à la session de l'EPU si tu peux être à Genève à ce moment-là



Organiser/participer à des événements sur la situation des droits humains dans ton pays ou à l'ONU (on appelle ça un événement parallèle à l'examen)



Organiser des rencontres avec les médias et publier des articles de presse dans ton pays ou même à Genève, par courriel ou sur les réseaux sociaux

Regarder/diffuser l'examen qui peut être suivi sur le site internet des Nations Unies en direct ou plus tard, dans ton pays



Comment puis-je participer après l'examen?

Quelques jours après l'examen, le projet de rapport contenant toutes les recommandations que ton pays a reçues peuvent être trouvées sur le site Internet du **HCDH**.



Environ 4 à 6 mois après l'examen, ton pays doit décider quelles recommandations il s'engage à mettre en œuvre avant le prochain EPU, et quelles recommandations il ne pourra pas mettre pleinement en œuvre. Le Conseil des Droits de l'Homme adopte ensuite définitivement le rapport de ton pays contenant toutes les recommandations de l'EPU et les promesses qu'il a faites de mettre en œuvre ces recommandations au cours des 4 années et demie à venir.

Regardons le parcours des recommandations qui sont faites à un pays:

1

L'examen de l'EPU

Les États font des recommandations à l'État examiné.

2 à 4 jours plus tard:

2

Adoption du projet de rapport EPU

Le projet de rapport EPU qui contient toutes les recommandations faites lors de l'examen est adopté. À ce stade, l'État examiné peut laisser toutes les recommandations en attente ou peut déjà décider d'accepter ou de noter certaines recommandations. La décision (d'accepter ou de noter) n'est pas définitive.

4 mois plus tard:

3

Adoption du rapport final

L'État examiné a 4 mois pour donner ses réponses définitives aux recommandations reçues. Il doit dire quelles recommandations sont acceptées et lesquelles sont notées. Lors de la session plénière du CDH, le rapport final est adopté. Maintenant, le rapport final contient toutes les recommandations et est accompagné d'un document écrit par l'État examiné qu'on appelle « addendum » et qui contient les réponses de l'État à toutes les recommandations.



Où puis-je trouver les recommandations faites à mon pays?

Va sur la **base de données d'UPR Info** pour obtenir toutes les informations sur les recommandations faites à un pays lors de l'EPU. Tu y trouveras les recommandations et les réponses du pays à ces recommandations. Tu peux aussi choisir de filtrer les recommandations par État examiné (ton pays par exemple), par État examinateur, par cycle de l'EPU, par réponse à la recommandation et par thématique.

As-tu trouvé les recommandations faites à ton pays lors du dernier EPU?

Ecris ici une qui est importante pour toi.

Comment participer à la phase de mise en œuvre de l'EPU

Tu as maintenant un rôle très important à jouer! Pour toi aussi contribuer à la phase de mise en œuvre de l'EPU, tu peux faire les choses suivantes:

1. Mieux faire connaître les recommandations de l'EPU

Les gens ont besoin de savoir ce que le gouvernement s'est engagé à améliorer pour les enfants et les adultes vivant dans ton pays. Tu peux aider à mieux faire connaître les recommandations de l'EPU en informant:

- Les médias (par exemple, les journaux, la télévision, la radio et les réseaux sociaux)
- Les parlementaires de ton pays
- Les ambassades (ou les diplomates) basées dans ton pays
- Les agences de l'ONU basées dans ton pays
- Le gouvernement de ton pays comme les ministères concernés par ta problématique
- Les enfants et les adultes de ta communauté, et les autres membres du public



Conseil: S'il ne l'a pas encore fait, demande à ton gouvernement de traduire les recommandations dans la ou les langues nationales pour permettre à tous de les comprendre facilement.

Utilise des exemples réels de la façon dont les recommandations concernent certains groupes de la population ; cela peut aider les gens à faire le lien entre les recommandations et leur propre vie et expériences.

Comment pourrais-tu faire connaître ta problématique de droits humains à de nombreuses personnes que tu ne connais pas? Que pourrais-tu leur dire?

2. Contribuer à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU

En se réunissant et en travaillant ensemble avec différentes parties prenantes, comme des représentants de la société civile, des institutions nationales de droits humains, des médias, des agences des Nations Unies, et même des représentants du gouvernement et des diplomates d'autres pays, il est possible de découvrir ce que font les autres. Tu pourrais peut-être te joindre à des activités qu'ils organisent telles que des campagnes de sensibilisation (par exemple, sur la crise climatique, le mariage des enfants ou l'éducation) et contribuer à faire pression sur ton gouvernement, qui a la plus grande responsabilité, pour qu'il fasse les changements nécessaires.



3. Suivre les progrès de l'État dans la mise en œuvre des recommandations

"Je vois que les adultes font des promesses et ne les respectent pas comme ils le devraient. Nous devons trouver des moyens de les forcer à respecter ce qu'ils ont décidé."

Garçon âgé de 12-14 ans,
Côte d'Ivoire

En tant que membre de la société civile, tu peux informer la communauté internationale des progrès réalisés par ton pays dans la mise en œuvre des recommandations de l'EPU, et des difficultés qu'il rencontre.

Voici quelques exemples de ce que tu pourrais faire:

- Informer les États qui ont fait des recommandations à ton pays en leur donnant ou en leur envoyant de courtes fiches d'information qui contiennent les recommandations reçues par ton pays sur ta problématique et qui informent sur la façon dont ton pays les met en œuvre. Tu peux le faire à tout moment.
- Envoie tes informations à une organisation de défense des droits de l'enfant basée à Genève, comme Child Rights Connect, qui peut faire une déclaration de 2 minutes sur le processus de l'EPU dans ton pays lors d'une réunion du Conseil des droits de l'homme. Ces réunions ont lieu à Genève, en février, juin et septembre.
- Envoie un court rapport au HCDH pour faire un bilan de la situation des droits humains dans ton pays. Ce rapport "à mi-parcours" doit être remis environ 2 ans et demi après l'examen de ton pays. Il n'y a pas de règles strictes pour écrire un rapport à mi-parcours de l'EPU. UPR Info peut t'aider à le préparer, notamment en te donnant un format de rapport que tu peux utiliser.

Laquelle de ces activités aimerais-tu faire? De quelle aide supplémentaire aurais-tu besoin?

SOUTIEN SUPPLÉMENTAIRE

À TA PARTICIPATION À L'EPU

Va sur le **site internet d'UPR Info** pour obtenir des informations sur le processus EPU de chaque pays, y compris des détails sur les **recommandations** faites à chaque État examiné. Si tu as des questions ou tu aimerais recevoir des conseils sur le processus de l'EPU, envoie un courriel à UPR Info à l'adresse suivante: **info@upr-info.org**.

Va le **site Internet de Child Rights Connect** pour avoir des exemples de son expertise en matière de sensibilisation et de soutien aux enfants défenseurs des droits humains afin que leurs voix soient entendues au plus haut niveau décisionnel. Si tu souhaites t'impliquer et participer à l'EPU, contacte l'équipe à l'adresse suivante: **secretariat@childrightsconnect.org**.

Tes commentaires et recommandations

Child Rights Connect et UPR Info sont là pour t'aider à participer à l'EPU. Ces deux organisations t'invitent à donner tes commentaires et suggestions sur la façon d'améliorer ce guide et le processus de l'EPU lui-même. N'hésite pas à nous envoyer tes commentaires ou recommandations aux adresses électroniques ci-dessus.



Sites internet utiles:

Pour la participation des ONG à l'Examen Périodique Universel:

→ [Site Internet du HCDH](#)

Publications du HCDH:

→ [Un manuel pour la société civile](#)

→ [Le champ d'action de la société civile et le système des droits de l'homme des Nations Unies](#)

Publications d'UPR Info:

→ [Les pré-sessions d'UPR Info](#)

→ [La Société Civile à l'EPU: Guide complet d'engagement à l'Examen périodique universel](#)

Outils utiles

→ [Base de données d'UPR Info](#)

→ Modèle de fiche d'information

→ Exemple de fiche d'information

Problématiques et contexte national

Environ 120 mots notant les recommandations faites à votre pays sur le thème pertinent dans les cycles précédents

- Par exemple : Quels États ont fait des recommandations à votre pays sur la/les question(s) qui vous préoccupent ?

Environ 200 mots décrivant la législation, les statistiques, les politiques et les initiatives pertinentes de votre pays. Qu'est-ce qui est fait au niveau national pour résoudre votre problème ? Y a-t-il des lois, des politiques, des activités en cours ?

Problèmes et impacts**PROBLEME 1**

Environ 120 mots sur les principales difficultés en matière de droits humains (environ 3 à 10 points directement liés aux recommandations)

IMPACT DU PROBLEME 1

Environ 800 mots sur l'impact correspondant de chaque problème ou difficulté identifié (justifiant la nécessité de la recommandation)

PROBLEME 2**IMPACT DU PROBLEME 2****PROBLEME 3****IMPACT DU PROBLEME 3****Données importantes**

Principales données, chiffres sur votre sujet de préoccupation qui décrivent clairement la situation à ce sujet dans votre pays.

Recommandations

Recommandations SMART

- 1.
- 2.
- 3.

Questions à poser en avance

- 1.
- 2.

Information de contact

Nom, numéro de téléphone

Adresse e-mail: name@org.com



Problématiques et contexte national

Environ 120 mots notant les recommandations faites à votre pays sur le thème pertinent dans les cycles précédents

- Par exemple : Quels États ont fait des recommandations à votre pays sur la/les question(s) qui vous préoccupent ?

Environ 200 mots décrivant la législation, les statistiques, les politiques et les initiatives pertinentes de votre pays. Qu'est-ce qui est fait au niveau national pour résoudre votre problème ? Y a-t-il des lois, des politiques, des activités en cours ?

Problèmes et impacts

Exploitation sexuelle à des fins commerciales

L'exploitation sexuelle commerciale augmente avec l'expansion du tourisme. On estime qu'environ 40 000 enfants travaillent dans l'industrie du sexe dans le pays. Au Sri Lanka, ce sont les garçons qui sont plus vulnérables que les filles, par rapport aux autres pays d'Asie du Sud voisins.

Taux élevé de maltraitance des enfants

Plus de 10 000 cas de maltraitance d'enfants sont signalés chaque année. L'Autorité nationale de protection de l'enfance (NCPA) déclare avoir reçu 10 732 plaintes concernant différentes formes de maltraitance des enfants au cours de l'année 2015. Selon la NCPA, il s'agit d'une légère augmentation par rapport aux 10 315 cas signalés en 2014.

Données importantes

Une enquête réalisée en 1999 (qui ne comprend pas le Nord et l'Est qui sont des zones très vulnérables en termes de travail des enfants) estime qu'environ 70 000 enfants (5-14 ans) risquent d'être exploités en étant forcés à travailler. Cette étude ne prend pas en compte les quelque 42 000 enfants (5-14 ans) classés comme travailleurs familiaux non rémunérés qui peuvent également être exposés à des formes de travail dangereuses en raison de l'ignorance et de la négligence de leur famille.

Information de contact

Nom, numéro de téléphone

Adresse e-mail: name@org.com

Recommandations

1. Assurer la gratuité de l'enseignement primaire pour tous, sans frais cachés ou indirects, notamment en augmentant le financement de l'éducation
2. Élaborer des programmes respectant les lois nationales, pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants
3. Combattre le phénomène du mariage précoce et forcé des enfants en modifiant la loi musulmane sur le mariage et le divorce et l'article 16 de la Constitution
4. Prendre des mesures pour mettre fin à toutes les formes de travail des enfants, en particulier dans les zones rurales, par le biais de campagnes et de programmes de sensibilisation.

